

	<i>Montants estimés (en USD)</i>				
	<i>2015</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>Total</i>
<i>Coût estimé de la mise œuvre du Plan</i>	<i>124 159 458</i>	<i>124 337 240</i>	<i>129 119 465</i>	<i>130 115 636</i>	<i>507 731 799</i>
<i>Financement disponible pour les activités liées à la nutrition</i>	<i>71 830 496</i>	<i>59 781 646</i>	<i>62 083 717</i>	<i>41 241 460</i>	<i>234 937 319</i>
<i>dont aligné aux axes stratégiques</i>	<i>63 600 362</i>	<i>58 801 646</i>	<i>61 103 717</i>	<i>41 241 460</i>	<i>224 747 185</i>
<i>dont non aligné</i>	<i>8 230 134</i>	<i>980 000</i>	<i>980 000</i>	<i>0</i>	<i>10 190 134</i>
<i>Déficit</i>	<i>-52 328 962</i>	<i>-64 555 594</i>	<i>-67 035 748</i>	<i>-88 874 176</i>	<i>-27 2794 480</i>

Source : ICF International, 2014

Malgré la difficulté pour avoir des informations précises sur les ressources (domestiques et extérieures) allouées à la nutrition, il est établi que les allocations budgétaires sectorielles pour la prévention et surtout la prise en charge de la nutrition ont été très en deçà des ambitions politiques affichées. Sur la période 2013-2015¹¹, l'État malien n'aurait investi qu'entre 120 000 et 150 000 EUR par an pour la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère.

• **Conclusion sur la pertinence et la crédibilité de la politique nationale de nutrition**

La politique nationale de nutrition (PNN) fournit le cadre politique permettant d'envisager concomitamment des actions de prévention et de prise en charge de la nutrition, et ce en mobilisant l'ensemble des politiques publiques pertinentes sur la question de la nutrition.

Ses orientations stratégiques contribuent aux Objectifs de développement durable et son processus de formulation et d'adoption a été l'objet d'une consultation inclusive des acteurs clés ; sa crédibilité peut être renforcée à travers les incitations que peut fournir l'outil appui budgétaire pour augmenter les engagements de l'État dans ce domaine et en particulier dans la prise en charge thérapeutique de la malnutrition aiguë.

Les objectifs et axes stratégiques d'intervention dans le secteur du développement rural et de la sécurité alimentaire dans le cadre du 11^e FED s'alignent sur les orientations formulées dans les documents de politiques sectorielles du Mali. À l'issue d'un dialogue approfondi avec le gouvernement, la chaîne de valeur riz a été retenue comme domaine d'intervention prioritaire¹².

1.4 Analyse des parties prenantes

Les principaux bénéficiaires du contrat de réforme sectorielle (CRS) sont les producteurs, les transformateurs et les commerçants de la chaîne de valeur riz (en particulier ceux de la zone Office du Niger) dont les revenus seront améliorés et sécurisés grâce à des appuis à leurs activités économiques. Une attention particulière sera portée aux femmes pour qu'elles puissent

¹¹ Source : Document interne ECHO : Stratégie-programme pluri annuelle de transition de la nutrition au Mali 2018-2021.

¹² Le choix se basant non seulement sur des critères de croissance économique, mais aussi sur la contribution des filières à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que l'accessibilité des activités par les groupes vulnérables (croissance inclusive). Il découle des résultats d'une étude sur les filières au Mali menée en 2014 par la Michigan State University sous financement UE.